

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 1901

[C — 2008/29288]

25 AVRIL 2008. — Décret visant à renforcer la gratuité dans l'enseignement de la Communauté française par la suppression des droits d'homologation des diplômes et par la simplification des procédures afférentes à leur délivrance (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement obligatoire de plein exercice ou en alternance et à l'enseignement de promotion sociale.

TITRE II. — De la suppression des droits d'homologation des diplômes et certificats d'enseignement

Art. 2. Dans l'article 100 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dans l'enseignement obligatoire, aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin scolaire ».

Art. 3. Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est ajouté un article 30bis rédigé comme suit :

« Article 30bis. Dans l'enseignement de promotion sociale de niveau secondaire, aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève pour la délivrance de ses diplômes, de ses certificats d'enseignement, de ses attestations de réussite ou de son bulletin scolaire. »

TITRE III. — De l'optimalisation et de la simplification de la procédure de délivrance des diplômes et certificats d'enseignement

Art. 4. Les autorités et instances de la Communauté française, notamment les établissements scolaires, les services du Ministère de la Communauté française, le service général d'inspection tel qu'établi par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, chacune pour ce qui la concerne, vérifient que les études des élèves sont accomplies conformément aux prescriptions légales en vigueur en Communauté française.

Le Ministère de la Communauté française appose le sceau de la Communauté française sur les certificats d'enseignement secondaire supérieur délivrés par les établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française conformément aux prescriptions légales en vigueur en Communauté française.

Lorsqu'un certificat d'enseignement secondaire supérieur ne répond pas à ces prescriptions ou ne présente pas un caractère suffisant de sincérité, le Ministère de la Communauté française peut fixer au Pouvoir organisateur ou au chef d'établissement un délai pour fournir la justification nécessaire.

Lorsque la justification nécessaire visée à l'alinéa précédent n'est pas fournie, le sceau de la Communauté française n'est pas apposé sur le certificat d'enseignement secondaire.

Art. 5. Les articles 9 et 10 de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires sont abrogés.

Art. 6. Les articles 23, 48 et 49 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont abrogés.

Art. 7. Dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la modification suivante est apportée :

A l'article 8, § 2, les termes « un diplôme homologué ou un certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par les termes « un diplôme ou un certificat d'enseignement secondaire supérieur, ledit diplôme ou certificat devant être homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 8. Dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, la modification suivante est apportée :

A l'article 22, § 1^{er}, 1^o, les termes « et homologué par la commission constituée à cet effet » sont remplacés par les termes « et homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 9. Dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, la modification suivante est apportée :

Aux articles 105, § 1^{er}, 1^o, a); 105, § 1^{er}, 3^o, a); 105, § 1^{er}, 3^o, b); 108, 1^o, a) et 109, b), les termes « certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par les termes « certificat d'enseignement secondaire supérieur, le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 10. Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), la modification suivante est apportée :

A l'article 41, 1^o, les termes « et homologué par la commission constituée à cet effet » sont remplacés par les termes « et homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 11. Dans le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, la modification suivante est apportée :

A l'article 49, § 1^{er}, 1^o, les termes « et homologué par la commission constituée à cet effet » sont remplacés par les termes « le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 12. Dans le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'article 29, § 1^{er}, 2^o, *b*), les termes « pour lequel l'avis de la commission d'homologation ou la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, limite les possibilités d'accès » sont remplacés par les termes « pour lequel la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, n'est pas établie ou limite les possibilités d'accès »;

2^o L'article 51 est remplacé par les termes « Le candidat qui est inscrit aux examens de la série II sans être inscrit en même temps à ceux de la série I et dont le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 n'était pas homologué ou n'était pas revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date, ne peut recevoir son diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur qu'après production du certificat homologué ou revêtu du sceau de la Communauté française ».

Art. 13. Dans l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques, la modification suivante est apportée :

Aux articles 8, § 2; 11, *A*, 13, *c*); 11, *A*, 13, *h*); 11, *A*, 16, *f*); 11, *B*, 11, *c*); 11, *B*, 11, *h*); 11, *B*, 13, *c*); 11, *B*, 13, *g*) et 11, *E*, *g*), les termes « certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par les termes « certificat d'enseignement secondaire supérieur, le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 14. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'article 25, § 2, les termes « susceptible d'homologation » sont supprimés;

2^o L'article 25, § 3, est abrogé;

3^o A l'article 50, § 2, les termes « susceptible d'homologation » sont supprimés;

4^o L'article 50, § 3, est abrogé;

5^o A l'article 58, § 3, alinéa 1^{er} et à l'article 58, § 3, alinéa 2, les termes « certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur » sont remplacés par les termes « certificat d'enseignement secondaire supérieur, le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date ».

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire est abrogé.

TITRE IV. — De l'optimalisation et de la simplification de la procédure d'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers

Art. 16. Dans l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'article 2, § 4, les termes « aux cas d'application de l'article 10, § 5, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 1^{er} août 1985 » sont remplacés par les termes « , le cas échéant, aux attestations d'études partielles suivies avec fruit dans les établissements d'enseignement secondaire de régime étranger ».

2^o L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les équivalences sont octroyées, si un avis pédagogique d'opportunité complémentaire est requis par la Ministère de la Communauté française, après avoir pris l'avis préalable du service général de l'inspection tel que défini par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

Les demandes d'équivalence concernant les titres du quatrième degré de l'enseignement secondaire professionnel complémentaire, section soins infirmiers, doivent faire l'objet d'un examen complémentaire et d'un avis préalable de la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française ».

Art. 17. Dans l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, la modification suivante est apportée :

L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les équivalences sont octroyées, si un avis pédagogique d'opportunité complémentaire est requis par le Ministère de la Communauté française, après avoir pris l'avis préalable du service général de l'inspection tel que défini par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ».

TITRE V. — Dispositions transitoires et dérogatoires

Art. 18. Les certificats d'enseignement secondaire supérieur délivrés par un établissement scolaire organisé, subventionné ou visé à l'article 19, entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2007 sont réputés homologués.

Mention de cette homologation est apposée sans délai par le Ministère de la Communauté française sur tous les certificats visés à l'alinéa précédent.

Le cas échéant, le Ministère de la Communauté française est chargé de poursuivre jusqu'à son terme et selon les critères en vigueur lors de leur délivrance la procédure d'homologation et l'examen y afférent des certificats d'enseignement secondaire supérieur délivrés par un établissement scolaire avant le 1^{er} janvier 2007.

Art. 19. Par dérogation à l'article 4, les certificats d'enseignement secondaire supérieur délivrés par un établissement scolaire qui n'est ni organisé ni subventionné par la Communauté française peuvent être revêtus du sceau de la Communauté française pour autant que des certificats d'enseignement secondaire supérieur délivrés par celui-ci pour l'année 2006 répondaient aux conditions permettant leur homologation conformément aux articles 9 et 10 de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, et pour autant que les études des élèves concernés soient accomplies conformément aux prescriptions légales en vigueur en Communauté française.

Le Ministère de la Communauté française peut procéder à la vérification de l'accomplissement conforme de ces prescriptions.

TITRE VI. — Entrée en vigueur

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 535-1. — Rapport, n° 535-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 22 avril 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1901

[C — 2008/29288]

25 APRIL 2008. — Decreet tot bevordering van de kosteloosheid in het onderwijs van de Franse Gemeenschap door de afschaffing van de homologatierechten voor diploma's en door de vereenvoudiging van de procedures voor hun uitreiking (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het leerplichtonderwijs met volledig leerplan of op het alternerend onderwijs en op het onderwijs voor sociale promotie.

TITEL II. — Afschaffing van de rechten voor homologatie van diploma's en getuigschriften van het onderwijs

Art. 2. In artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. In het leerplichtonderwijs kan geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks recht of schoolgeld gevraagd worden aan de leerling, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent voor de uitreiking van zijn diploma's en getuigschriften van het onderwijs of van zijn schoolresultaten ».

Art. 3. In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt een artikel 30*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30*bis*. In het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks recht of schoolgeld gevraagd worden aan de leerling voor de uitreiking van zijn diploma's, getuigschriften van het onderwijs, slaagattesten of schoolresultaten. »

TITEL III. — Optimalisering en vereenvoudiging van de procedure voor de uitreiking van diploma's en getuigschriften van het onderwijs

Art. 4. De overheden en instanties van de Franse Gemeenschap, namelijk de schoolinrichtingen, de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de algemene inspectiedienst, zoals bedoeld in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, ieder wat haar betreft, kijken na of de studies van de leerlingen gevolgd worden overeenkomstig de geldende wettelijke voorschriften binnen de Franse Gemeenschap.

Het Ministerie van de Franse Gemeenschap drukt het zegel van de Franse Gemeenschap op de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs die uitgereikt worden door de schoolinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap overeenkomstig de geldende wettelijke voorschriften binnen de Franse Gemeenschap.

Wanneer een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs niet aan die voorschriften beantwoordt of geen voldoende oprechtheid vertoont, kan het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan de inrichtende macht of aan het inrichtingshoofd een termijn opleggen om de nodige bewijzen te leveren.

Wanneer het nodige bewijs bedoeld in het vorige lid niet geleverd wordt, wordt het zegel van de Franse Gemeenschap niet gedrukt op het getuigschrift van het secundair onderwijs.

Art. 5. De artikelen 9 en 10 van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, worden opgeheven.

Art. 6. De artikelen 23, 48 en 49 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden opgeheven.

Art. 7. In de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 8, § 2, worden de woorden « een gehomologeerd diploma of gehomologeerd getuigschrift voor hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « een diploma of een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, dat gehomologeerd moet worden als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of dat gedrukt moet worden met het zegel van de Franse Gemeenschap als het na deze datum uitgereikt werd ».

Art. 8. In het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 22, § 1, 1°, worden de woorden « en gehomologeerd door de gepaste Commissie » vervangen door de woorden « en gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 9. In het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In de artikelen 105, § 1, 1°, a); 105, § 1, 3°, a); 105, § 1, 3°, b); 108, 1°, a) en 109, b) worden de woorden « gehomologeerd getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, in voorkomend geval gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 10. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 41, 1°, worden de woorden « en gehomologeerd door de daartoe ingestelde commissie » vervangen door de woorden « en gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 11. In het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In artikel 49, § 1, 1°, worden de woorden « en officieel goedgekeurd door de commissie die hiertoe werd samengesteld » vervangen door de woorden « in voorkomend geval gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 12. In het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 29, § 1, 2°, b), worden de woorden « waarvoor het advies van de homologatiecommissie of de beslissing tot gelijkstelling, genomen in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkvormigheid van de diploma's en getuigschriften voor buitenlandse studies, de toegangsmogelijkheden tot zowel het hoger onderwijs van het korte type als bepaalde categorieën van het hoger onderwijs van het lange type, als van bepaalde onderdelen of studievakken in het universitair onderwijs beperkt » vervangen door de woorden « waarvoor de beslissing tot gelijkstelling, genomen met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkvormigheid van de diploma's en getuigschriften voor buitenlandse studies, niet vastgesteld wordt of de toegangsmogelijkheden beperkt »;

2° Artikel 51 wordt vervangen als volgt :

« De kandidaat die voor de examens van reeks II is ingeschreven, zonder tegelijk voor de examens van reeks I te zijn ingeschreven en waarvan het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs dat uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 niet gehomologeerd was of niet gedrukt was met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum, kan het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs enkel verkrijgen na voorlegging van een gehomologeerd getuigschrift of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap ».

Art. 13. In het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten, wordt de volgende wijziging aangebracht :

In de artikelen 8, § 2; 11, A, 13, c); 11, A, 13, h); 11, A, 16, f); 11, B, 11, c); 11, B, 11, h); 11, B, 13, c); 11, B, 13, g) en 11, E, g), worden de woorden « gehomologeerd getuigschrift voor hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, in voorkomend geval gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 14. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 25, § 2, wordt het woord « homologeerbaar » geschrapt;

2° Artikel 25, § 3, wordt opgeheven;

3° In artikel 50, § 2, wordt het woord « homologeerbaar » geschrapt;

4° Artikel 50, § 3, wordt opgeheven;

5° In artikel 58, § 3, eerste lid en in artikel 58, § 3, tweede lid, worden de woorden « gehomologeerd getuigschrift voor hoger secundair onderwijs » vervangen door de woorden « getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, in voorkomend geval gehomologeerd als het uitgereikt werd door een schoolinrichting vóór 1 januari 2008 of gedrukt met het zegel van de Franse Gemeenschap als het uitgereikt werd na deze datum ».

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

TITEL IV. — Optimalisering en vereenvoudiging van de procedure voor de gelijkstelling van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften

Art. 16. In het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 2, § 4, worden de woorden « tot de toepassingsgevallen van artikel 10, § 5, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 » vervangen door de woorden « , in voorkomend geval, tot attesten van gedeeltelijke studies gevolgd met vruchten in de inrichtingen voor secundair onderwijs onder een buitenlands stelstel ».

2° Artikel 4 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. De gelijkwaardigheid wordt verleend, als een bijkomend pedagogisch opportuniteitsadvies vereist wordt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, na het voorafgaandelijk advies te hebben ingewonnen van de algemene inspectiedienst, zoals bedoeld in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs ».

Voor de aanvragen om gelijkstelling betreffende de bekwaamheidsbewijzen van de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegzorg, moeten een aanvullend onderzoek worden uitgevoerd en een voorafgaand advies van de Algemene Directie Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden verstrekt.

Art. 17. In het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Artikel 4 wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De gelijkwaardigheid wordt verleend, als een bijkomend pedagogisch opportuniteitsadvies vereist wordt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, na het voorafgaandelijk advies te hebben ingewonnen van de algemene inspectiedienst, zoals bedoeld in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs ».

TITEL V. — Overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 18. De getuigschriften van het hoger secundair onderwijs die uitgereikt werden door een schoolinrichting, georganiseerd, gesubsidieerd of bedoeld in artikel 19, tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007, worden als gehomologeerd geacht.

Vermelding van deze homologatie wordt onverwijld gedrukt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap op alle getuigschriften bedoeld in het vorige lid.

In voorkomend geval wordt het Ministerie van de Franse Gemeenschap belast met het voorzetten, tot het einde en volgens de criteria die van toepassing zijn bij de uitreiking ervan, van de homologatieprocedure en het desbetreffende onderzoek van de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs die uitgereikt werden door een schoolinrichting vóór 1 januari 2007.

Art. 19. In afwijking van artikel 4 kunnen de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs die uitgereikt worden door een schoolinrichting die noch georganiseerd of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, met het zegel van de Franse Gemeenschap gedrukt worden voor zover de getuigschriften van het hoger secundair onderwijs die uitgereikt werden door deze voor het jaar 2006, aan de voorwaarden beantwoordden voor de homologatie ervan overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, en voor zover de studies van de betrokken leerlingen gevolgd worden overeenkomstig de geldende wettelijke voorschriften binnen de Franse Gemeenschap.

Het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan overgaan tot de verificatie van de overeenstemmende uitvoering van deze voorschriften. »

TITEL VI. — Inwerkingtreding

Art. 20. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

—
Nota's

(1) Zitting 2007-2008

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 535-1. — Verslag nr. 535-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 22 april 2008.